Additif à nos points communs

À l'heure actuelle, dans les pays industriellement développés se multiplient des symptômes qui nous signalent les crises du système traditionnel de domination ainsi que le développement encore embryonnaire mais vivant d'un nouveau mouvement révolutionnaire.
Des changements, des crises, des décalages secouent les bases du système capitaliste (néocapitaliste ou capitaliste d'État) aussi bien à l'ouest qu'à l'est.

Le développement technologique, le gaspillage énergétique, la décolonisation, la croissance des multinationales qui remettent en question les structures traditionnelles de l'État national, l'apparition d'une nouvelle classe ou fraction de classe (la technobureaucratie) liée au passage de la propriété individuelle à la propriété par l'État des moyens de production. Tous ces éléments mettent à dure épreuve les structures politiques et idéologiques et font sauter le faux consensus social de participation soutenu par l'intégration imaginaire des classes exploitées. [Nous utilisons dans ce texte l'expression « intégration imaginaire » des classes exploitées dans le sens d'une certaine intégration au système socio-politique dominant qui se fait au niveau de l'imaginaire social, c'est à dire des idées, des mythes, des fantasmes. Ce n'est pas une intégration illusoire, elle est réelle dans la mesure où elle bloque et rend plus difficile la prise de conscience de la situation de classe. La position des classes exploitées ne change pas, ni au niveau de la production, ni à celui de la décision.

Voir : *La Lanterne Noire* n°2. [« L'intégration imaginaire du prolétariat ».]]

Les conflits propres à la société hiérarchique de classes, et spécifiquement les deux conflits centraux de cette société à savoir : l'exploitation du travail salarié et la division

dirigeant/exécutant ont tendance à se diffuser sur l'ensemble des rapports sociaux, à absorber la totalité de la société. C'est à dire que ces conflits n'apparaissent pas dans l'opposition des classes en lutte mais entre les groupes et les individus à l'intérieur de chaque classe. Cette diffusion tend à masquer le conflit entre classes sans l'abolir.

La diminution de la croissance, l'inflation constante, la baisse du pouvoir d'achat (qui a été notoire en France au cours des 12 derniers mois), l'augmentation constante du chômage (pour les jeunes, mais aussi dû à des licenciements économiques et à la fermeture d'usines), les freinages des investissements exigés par le marché capitaliste, ainsi que l'augmentation du contrôle de la part de l'État et du secteur public, ont déterminé une poussée de la lutte de classes. Mais en même temps il apparaît une plus grande lutte pour le pouvoir à l'intérieur de la classe dominante, d'où l'importance croissante de la technobureaucratie. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'eurocommunisme, la « crédibilité » de la gauche en France et le « compromis historique » en Italie.

Cette évolution du capitalisme tend à placer de plus en plus les classes populaires (dominées et exploitées), devant une situation bloquée.

Cela explique qu'en réaction au développement de cette situation, se répand une contestation profonde du système, depuis le début des années 50. Partout, la montée des grèves sauvages, des occupations d'usines, seuls moyens pour les travailleurs de se faire entendre un peu au milieu du consensus social mis en place conjointement par les syndicats et par les États. Et puis, ça et là, des explosions plus violentes, plus insurrectionnelles. Mais vite réprimés : Berlin 53, Hongrie 56, mouvement noir aux U.S.A. dans les années 60, 68 en France et en Italie, Pologne 70 et 76, Tchécoslovaquie 68, Italie actuellement. Enfin, depuis quelques années, partout dans les pays développés : des

mouvements écologistes, antinucléaires, pour les droits des minorités, des marginaux, des homosexuels, féministes (prise de conscience de la domination patriarcale et machiste) [[Une partie du groupe considère que le « mouvement féministe » ne peut pas être traité au même niveau que l'écologie ou l'antimilitarisme, par exemple. En tant que mouvement il partage, comme tous les autres, les mêmes contraintes et difficultés (hiérarchie, lutte pour le pouvoir, division dirigeant/exécutant) qu'impose la société actuelle, mais le problème qui est sa raison d'être, touche les fondements mêmes de la structure de la domination. La modification des rapports homme/femme -- qui pose tant de difficultés à tous les groupes révolutionnaires -- est un point de non-retour qui exige une tension et un effort profondément subversif et qui touche les rapports sociaux à tous les niveaux.

Le projet anarchiste -- si bien il y a déjà chez Bakounine des intuitions -- doit incorporer et développer cette problématique. Nous reviendrons sur le sujet.]].

Mais ne nous y trompons pas ; ces derniers mouvements (qui ne se situent pas sur un terrain de classe) en même temps qu'ils révèlent une crise profonde du système et qu'ils traduisent la révolte de milliers de gens, portent aussi en leur sein la trace d'un futur « contre pouvoir », d'une future classe dirigeante ou aspirante à l'être, qui s'appuie sur cette crise et sur des révoltes populaires pour accéder à un pouvoir que la bourgeoisie classique lui refusa jusque-là (fraction de la petite bourgeoisie, intellectuels, technocrates et techniciens, etc.).

Il y a donc nécessité à dénoncer ces dangers, à les combattre.

Toutes ces luttes, dans leurs diversités de méthodes et d'objectifs montrent cependant une augmentation certaine et constante, tant par le nombre de participants que par la permanence des problèmes qu'elles soulèvent. Mais avant tout elles témoignent d'un changement qualitatif important : on

retrouve partout une critique profonde, même si elle est partielle, des différents éléments de la domination et des consensus traditionnels sur lesquels s'érige et reproduit la société de classes : l'État, la famille, la hiérarchie, la répression de la sexualité, la servitude de la femme, l'esclavage du salariat.

Le prolétariat dans son acceptation classique (intégration imaginaire) par l'action légaliste et réformiste aussi bien des syndicats que des partis qui s'auto définissent comme ses représentants.

Mais la distance entre l'idéologie prolétarienne -- marxiste légaliste -- dominante et la réalité de l'exploitation économique augmente de plus en plus. Et au fur et à mesure les limites politico-économiques du changement à l'intérieur du système capitaliste -- aussi bien à l'est qu'à l'ouest, libéral ou étatique -- se réduisent.

Une minorité de la classe ouvrière commence à ressentir la nécessité d'une lutte antihiérarchique et de l'action directe, en dehors des syndicats.

Ces conditions déterminent un espace d'action propre à un mouvement libertaire. Mais ce qui caractérise ce mouvement libertaire c'est d'abord que l'ensemble des caractéristiques de ce mouvement pris dans sa totalité ne sont pas présentes dans chacunes de ces parties :

1. Tentatives de faire passer les luttes en dehors des partis et syndicats ; cela s'appelle suivant le cas et les écoles : autogestion des luttes, autonomie ouvrière, action directe…
2. Mise en avant d'une certaine opposition à la hiérarchie, dans les revendications, aussi bien que dans les organisations de différentes natures.
3. Remise en question de l'idéologie productiviste et de l'économie.

4. Prise en considération de tous les aspects de la lutte de classes et pas seulement de ceux dévolus traditionnellement aux organisations syndicales ou aux partis politiques.

Différentes fractions du mouvement ne possèdent jamais l'ensemble des caractéristiques précitées et, en outre, cette mouvance à tendance libertaire présente à nos yeux deux limites qu'il faudra faire reculer :

1. elle utilise généralement l'outil dominant d'analyse, à savoir le marxisme ;
2. elle a tendance à s'enliser dans le localisme, le corporatisme et ne peut pas déborder sur l'appropriation collective d'un projet révolutionnaire.

L'anarchisme n'est ni une idée philosophique ni une morale puritaine et sectaire, ni le rejet nihiliste ni l'individualisme cher à la bourgeoisie française. L'anarchisme est un mouvement social, historique, qui naît avec la scission de la première Internationale et s'étend à la des grandes masses qui dans les cent dernières années ont été engagées dans des processus révolutionnaires. Là où la lutte de classes arriva jusqu'à l'insurrection ou là où les opprimés et exploités ont cru arriver jusqu'aux portes de la Révolution, le mouvement anarchiste fut une force et détermina le développement d'un projet révolutionnaire anti-autoritaire.

Ce projet anarchiste, qui produit aussi bien du spontanéisme révolutionnaire que des formes d'organisation liées à des expériences sociales différentes, s'exprime dans la mouvance libertaire mais contient en outre la contestation globale de la société de classes, les grandes lignes d'une société nouvelle et la volonté de la construire [[Quand nous parlons de «spontanéisme révolutionnaire» nous ne voulons pas signifier l'apparition subite et sans racines d'une action quelconque. Et encore moins d'un type de comportement collectif qui apparaîtrait comme Dieu apparut devant Moïse.

Mais nous voulons dire tout le contraire : le spontanéisme révolutionnaire est l'action collective insurrectionnelle liée à toute l'expérience passée et aux théories, projets et organisations qui ont impulsé le mouvement révolutionnaire. C'est le moment où les classes exploitées, les opprimés et dominés organisent spontanément, de façon autonome, leur propre vie et la production à travers des formes par eux-mêmes décidées. Eux-mêmes c'est nous tous.]]. La possibilité d'une société communiste-anarchiste ne découle pas d'une quelconque nécessité historique mais de la volonté des hommes.

Les propositions spécifiques du projet anarchiste, en plus des éléments libertaires d'ordre général dont on a déjà parlé, peuvent se résumer dans les points suivants :

1. Rejet de la collaboration de classe. Action directe à tous les niveaux.
2. Destruction de l'État et non pas son dépérissement comme conséquence -- mythique -- de la disparition de la lutte de classe, mais sa négation comme une condition présente dès le début de la lutte révolutionnaire.
3. Un schéma insurrectionnel qui vise la destruction de l'organisation politique centrale du pouvoir par l'appropriation du pouvoir réel de décision et d'action à chaque niveau de la vie collective.

Alors, en fonction de ce qui a été dit plus haut sur la situation sociale présente, nous pouvons constater l'existence de deux courants anarchistes qui s'entrelacent et se continuent mais qui n'ont pas le même poids sur le mouvement libertaire actuel. L'un de ces courants est la suite directe de l'anarchisme de fin de siècle. Il présente une certaine tendance à considérer les problèmes comme acquis, à se fermer sur lui-même et à prendre un air de permanence inactuelle, an-historique. La justesse de ses positions est comme pétrifiée par la stéréotypie de son expression. Le vieil anarchisme, épigone de la première Internationale arriva à son sommet en 36 en Espagne et son écrasement signifia la fin d'une époque

du mouvement ouvrier et révolutionnaire. L'autre naît avec le nouveau mouvement contestataire, Mai 68, les grèves sauvages, la critique du syndicalisme, les idées de l'autonomie ouvrière qui s'enracine dans l'anarchisme historique mais cherchent de nouvelles formes organisationnelles, liées à l'évolution du capitalisme, au développement de la technobureaucratie, à l'intégration, à l'intégration imaginaire du prolétariat.

Une fois la situation nouvelle définie ainsi elle exige :

1. porter une critique anarchiste à l'intérieur de la zone libertaire qui s'est développée depuis une dizaine d'années et participer à la création de cette zone, là où elle n'existe pas.
2. faire que chaque moment des luttes de cette zone s'approprie le maximum des caractéristiques de l'ensemble.
3. cela débouche sur la nécessité d'un projet révolutionnaire qu'il s'agit d'approfondir et développer dans la lignée d'un anarchisme révolutionnaire ouvert à la participation solidaire et sociale sur les lieux de travail, dans le quartier, dans la lutte culturelle et idéologique.

À l'heure actuelle, la présence du projet anarchiste (par son contenu et par ses militants) n'est pas également répartie selon les secteurs. Il faut donc le consolider là où il existe (lutte antimilitariste, écologie), l'élargir là où il est très faible (mouvement ouvrier, lutte de quartier), le créer là où il n'est pas présent (lutte des femmes).

L'outil organisationnel de cet axe d'intervention serait la création de groupes de quartier et d'entreprise et le développement de liaisons inter-secteurs. Il faudra donc œuvrer pour que ces groupes et regroupements soient composés de militants anarchistes révolutionnaires soit de différentes organisations soit inorganisés.

Il faudra en même temps développer une réelle zone culturelle anarchiste en France. *La Lanterne Noire* doit s'inscrire dans cette ligne.

Mais le premier problème est peut-être aussi de tenir compte de notre réalité. Notre analyse sur la situation actuelle, le développement du mouvement libertaire, la place possible pour l'extension du projet anarchiste, indiquent nos axes d'orientation, où nous nous situons, ce que nous souhaitons, ce pour quoi nous travaillons.

Mais le rôle, la place du groupe-revue *Lanterne Noire* dans ce mouvement, le projet et le choix de l'instrument revue reste encore insuffisamment précisé, bien que défini (cf. article de *Chassignol*). Justifier l'existence de la revue par une spécificité idéologique qui serait en l'occurrence une spécificité organisationnelle, -- à savoir n'être ni synthésiste ni plateformiste -- est une référence un peu archaïque, comme il est dit d'ailleurs dans le supplément au n° 8; insuffisante en tout cas ; il faudra en repréciser le contenu un jour ou l'autre.

Pour le moment, la production d'une revue est, en tant que groupe, notre choix d'insertion militante, (chacun et chacune a individuellement, d'autres formes de pratiques). L'outil revue est utile si on y trouve un minimum de théorisation; en ce sens, elle peut être un moyen de divulguer les idées anarchistes dans la mouvance libertaire, à deux conditions :

- que les problèmes qui préoccupent actuellement le mouvement libertaire (la violence, les formes d'organisation, l'autonomie, etc.) y sont traités.
- que le langage utilisé sorte des stéréotypes militants éculés, c'est à dire si un travail de réflexion y est fait, et pas seulement un rabâchage propagandistique.

L'intérêt de la revue en ce moment serait donc de participer aux débats en cours dans les groupes et organisations

libertaires, et aussi d'ouvrir des débats avec des points de vue contradictoires : les nouvelles classes montantes, la critique du marxisme, la montée du totalitarisme d'État etc.

Il est utile de poser des questions, de faire des analyses qui ne débouchent pas systématiquement sur des possibilités d'intervention concrètes, qui ne se traduisent pas toutes en termes de stratégie ; privilégier certains thèmes ou faits, c'est aussi une prise de position, un choix et en travaillant ainsi on ne se limite pas nécessairement à être « les dignes émules du point de vue de Sirius » ; d'autant plus si l'on fonctionne avec un édito, débattu et rédigé collectivement à chaque numéro.

Les changements socio-politiques intervenus depuis 74, ainsi que le chemin parcouru par le groupe éditeur de la *L.N.* depuis le premier numéro, nous ont amenés à rajouter cet addenda aux « points communs » qui étaient l'expression de nos engagements collectifs. Nous continuons la discussion au sein du mouvement anarchiste et libertaire.

Texte collectif, automne 1977.